



Conseil Municipal

Séance du 15 septembre 2017

L'an deux mille dix-sept, le 15 septembre, à 19 h 30, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Valérie BRARD-TRIGO, Madame Marie-Jo DELECROIX, Madame Virginie DOMINOT, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Laurent POUPIN, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Patrick SITAUD, Madame Maryline SOLEILHAC,

POUVOIRS : Monsieur Damien AUBRION donne pouvoir à Madame Virginie DOMINOT, Monsieur Aymeric DUVAL donne pouvoir à Madame Valérie BRARD-TRIGO, Monsieur Didier FERJOUX donne pouvoir à Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Sébastien PERE donne pouvoir à Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Anne VERMOTE donne pouvoir à Monsieur Patrick SITAUD.

Excusés :

Madame Laetitia BOURSIER est élue secrétaire de séance

Présentation de l'équipe de maîtrise d'œuvre pour le projet « Centre Bourg »

Approbation du compte rendu de la dernière séance

- 1 – Liquidation association val vert services
- 2 - Cession par la commune au département des parcelles AY 545 et 546 Rue des Lordières
- 3- Déclassement de la rue « Les Hauts de Montigny »
- 4- Dénomination de la rue entre l'allée de Montigny et la 910 - Ajournée
- 5- Vente terrain sur la Bélardière à SCI TESTIMMO
- 6- Règlement intérieur accueil de loisirs
- 7 -Mouvement de personnel (mise à jour tableau des effectifs – RIFSEEP)
- 8- Renouvellement convention avec la Cirquerie
- 9- Permission de voirie dodécagone pour SFR
- 10- Subvention exceptionnelle pour les sinistrés de l'ouragan Irma
- 11- Recrutement agent contractuel pour accroissement d'activités

Informations et questions diverses :

§ 1- Présentation de l'équipe de maîtrise d'œuvre pour le projet « Centre Bourg »

Le cabinet Sophie BLANCHET de la Rochelle, retenu par la communauté urbaine de Grand Poitiers, pour la maîtrise d'œuvre du projet Centre Bourg, a fait une présentation de son équipe et de sa méthode de travail. L'opération va se dérouler sur une période de 18 mois au moins, durant laquelle l'information et la participation des habitants au projet seront effectives.

§ 2 – Approbation du procès-verbal de la dernière séance

Le compte rendu de la réunion du 7 juillet 2017 est approuvé, à l'unanimité, par les membres du conseil sans observation

§ 3- délibérations

Délibération n°1 : Liquidation association Val Vert services

Monsieur le Maire présente au conseil, le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 12 juillet 2017 de l'association Val Vert services. Au cours de cette réunion, les membres ont acté la liquidation de l'actif qui s'élève à 200 986.29 €. Il a été proposé que cette somme soit partagée entre les quatre communes de l'ancien territoire du Val Vert du Clain à parts égales. Liberté est laissée aux communes de distribuer ces fonds à des associations œuvrant pour l'insertion.

La somme revenant à la commune de Dissay est 50 246.57 €

Après délibération, le conseil municipal décide d'accepter la somme de 50 246.57€ et d'étudier les modalités de répartition de ces fonds.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2 : Cession de parcelle au profit du Département

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil la proposition de cession des parcelles AY 545 et 546, rue des Lordières, pour une contenance totale de 220m² avec l'ensemble des ouvrages qui y sont implanté, en l'espèce le mur de soutènement de la route départementale n°4 au profit du Département. Cette cession s'effectuera moyennant un prix de 1€, avec prise en charge des frais par l'acquéreur et sans déclassement préalable du domaine public en application de l'article L3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Après délibération, le conseil municipal décide d' :

- Accepter la cession au profit du Département des parcelles AY 545 et 546 avec l'ensemble des ouvrages qui y sont implantés,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer les actes afférents à cette cession

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 3 : Classement de la route de Parigny

Monsieur le Maire informe le conseil de la demande des riverains de la route de Parigny, voie départementale, de limiter la vitesse de cette voie à 50 km/h au lieu de 70 km/h comme actuellement. L'avis du conseil départemental a été sollicité. Le caractère suffisamment bâti de la zone permet le classement de cette zone en agglomération. La partie de la RD15 entre le PR 41+ 290 et le PR 41+595 sera classé en agglomération et dénommé « Les hauts de Montigny »

Après délibération, le conseil approuve ce classement

Adopté à l'unanimité

Délibération n°4 : Dénomination de voies

La délibération est ajournée

Délibération n°5 : Vente de Terrain de la Bélardière

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil les différents échanges entre la commune et la SCI TESTIMMO pour l'achat d'un terrain sur le Parc de la Bélardière. La parcelle d'une superficie de 2849 m² a été proposée au prix de 52 000€ HT

Après délibération, le conseil :

- Approuve le prix de 52 000€ HT
- Autorise M. le Maire à signer les actes afférents à cette vente

Adopté à l'unanimité

Délibération n°6 : Règlement intérieur de l'accueil de Loisirs

Monsieur le Maire présente le règlement intérieur de l'accueil de loisirs. Monsieur le Maire informe les membres du conseil qu'une demande d'accroissement des capacités d'accueil a été sollicitée.

Après délibération, le conseil entérine ce nouveau règlement intérieur de l'ALSH.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°7 : mise à jour tableau des effectifs

Vu la délibération n°1 du 16/06/2017 relative au tableau des effectifs,

Vu la nomination au 1^{er} octobre d'un adjoint administratif au grade d'adjoint administratif 1^{ère} classe suite à réussite à l'examen, puis reclassement sur le grade d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe,

Vu la nomination au 1^{er} octobre d'un adjoint technique principal 2^{ème} classe au grade d'agent de maîtrise suite à réussite au concours,

GRADE	Poste / service
Administratifs	
Attaché principal - 35/35°	En détachement
Directeur général des services emploi fonctionnel	Directrice Générale des services
Rédacteur Principal 2 ^{ème} classe -35/35°	Directrice Générale Adjointe – RH
Rédacteur-35/35°	Service marchés publics et subventions
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Service urbanisme - Etat civil - Accueil
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Médiathèque - archives - communication

Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Accueil, Caisse des écoles, Election, CCAS
Adjoint administratif territorial 1 ^{ère} classe 35/35°	<i>Nomination avant reclassement</i> Accueil, Caisse des écoles, Election, CCAS
Adjoint administratif territorial 35/35°	Service comptabilité Investissement /
Adjoint administratif territorial 35/35°	Agent d'accueil
TECHNIQUE	
Technicien principal 1 ^{ère} classe 35/35°	Non pourvu
Agent de maîtrise principal 35/35°	Service bâtiment
Agent de maîtrise 35/35°	Service espaces verts
Agent de maîtrise 35/35°	Service voirie, polyvalent
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Service espaces verts
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Service voirie, polyvalent
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Service espaces verts
Adjoint technique territorial 35/35°	Service Bâtiment, voirie
Adjoint technique territorial 35/35°	Service espaces verts
ECOLES ET DIVERS	
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Service cuisine centrale
Adjoint technique territorial- 35/35°	Service cuisine centrale
Agent maîtrise 35/35°	Non pourvu
Adjoint d'animation territorial- 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
Adjoint d'animation territorial - 33/35°	Responsable accueil périscolaire PEV
Adjoint d'animation territorial - 35/35°	Responsable accueil périscolaire TL
Adjoint d'animation territorial- 35/35°	Non pourvu
Adjoint d'animation territorial- 35/35°	Responsable ALSH
Adjoint d'animation territorial- 35/35°	Animation – secteur jeunes
Adjoint technique territorial- 28/35°	Transport – cantine maternelle
Adjoint technique principal 2 ^{ème} – 27.5/35°	Surveillance cantine, entretien bâtiment, garderie
Adjoint technique territorial- 28/35°	Cantine maternelle, transport scolaire
Adjoint technique territorial- 34/35°	Cantine primaire, transport scolaire, ménage
Adjoint technique territorial- 22/35	Garderie, cantine maternelle
Adjoint technique territorial-35/35°	Service cuisine centrale, entretien bâtiments,
Adjoint technique territorial- 35/35°	Service cuisine centrale, garderie, entretien
ATSEM principal de 2 ^{ème} - 35/35°	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 30/35°	Service de l'école maternelle, garderie, transport
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 32/35°	Service de l'école maternelle, garderie

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les contrats aidés dits CAE CUI et les contrats d'apprentissage ne rentrent pas le tableau des effectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, accepte à l'unanimité, le tableau des effectifs tel que présenté.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°8 : Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administration de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation.

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu le décret n°2016-4916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n°2014-513 du 20 mai 2015 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel de la Fonction Publique d'Etat.

Vu la circulaire DGCL/DGFIP du 3 avril 2017

Vu la délibération instaurant un régime indemnitaire en date du 07/06/2012,

Vu la délibération n° 8 du 05/07/2016 portant mise en place de la démarche,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 29/09/2016,

Vu la délibération n°10 du 14 octobre 2016 portant mise en œuvre du RIFSEEP pour les filières Administrative, Animation, et Sociale,

Considérant que l'arrêté ministériel pour les adjoints techniques et agent de maîtrise est sorti en date du 16 juin 2017 et publié au journal officiel du 12 août 2017, Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient d'intégrer la filière technique et notamment le cadre d'emploi des adjoints techniques et agents de maîtrise.

Dans le cadre de la refonte d'ensemble des régimes indemnitaires de la fonction publique d'Etat, la plupart des régimes indemnitaires existants sont appelés à disparaître pour être remplacés par un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Ce nouveau régime indemnitaire a vocation à concerner, à terme, l'ensemble des corps de la fonction publique de l'Etat. Au nom du principe de parité découlant de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26.01.1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (FPT), les cadres d'emplois de la FPT sont concernés dès lors que le corps de l'Etat équivalent (en matière de régime indemnitaire) est rendu éligible au nouveau dispositif.

Afin de prendre en compte cette évolution, et notamment l'abrogation au 31.12.2015 du dispositif réglementaire de la prime de fonctions et de résultats (PFR), ainsi que l'interdiction de cumuler le RIFSEEP avec toute prime liée aux fonctions et à la manière de servir, il est proposé au conseil municipal de modifier le régime indemnitaire existant et de mettre en place le RIFSEEP.

Il est toutefois précisé que certains textes réglementaires restent à paraître. La présente délibération pourra donc devoir être modifiée prochainement pour prendre en compte la parution à venir d'arrêtés complémentaires.

Monsieur le maire informe l'assemblée que le RIFSEEP ne concerne pas, pour le moment, les cadres d'emplois de Technicien territorial, et d'Ingénieur.

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments, le second étant optionnel :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle (IFSE),
- le complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, en lien avec l'entretien professionnel.

I.- Mise en place de l'IFSE

Cette indemnité est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents **groupes de fonctions** au regard des critères professionnels suivants :

- des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- de la technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- des sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

A.- Les bénéficiaires

Après en avoir délibéré, décide d'instaurer dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, y compris les agents mis à disposition par le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Vienne.

Les agents ne pouvant pas en bénéficier sont les agents recrutés :

- pour un acte déterminé (vacataires)
- sur la base d'un contrat aidé (CAE, Emploi d'Avenir etc.)
- sur la base d'un contrat d'apprentissage

B.- La détermination des groupes de fonctions et des montants maxi :

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci- dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximum spécifiques.

Il est choisi de ne pas fixer de montant plancher dit au minimum.

- Catégorie A

ATTACHES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS - FONCTIONS	MONTANT MAXI
Groupe 1	Directeur général des services	30 000 €

- Catégorie B

REDACTEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS - FONCTIONS	MONTANT MAXI

Groupe 1	Directeur général adjoint	17 480 €
Groupe 3	Gestionnaire des marchés publics	14 650 €

- Catégorie C

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS - FONCTIONS	MONTANT MAXI
Groupe 1	Responsable de service, expert métier	11 340 €
Groupe 2	Agent d'accueil, agent d'exécution, gestionnaire administratif, finances, état civil, caisse des écoles, CCAS, instruction, médiathèque, urbanisme, etc.,	10 800 €

AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS - FONCTIONS	MONTANT MAXI
Groupe 1	<i>Responsable de service, coordination de projet et d'équipe</i>	11 340 €
Groupe 2	<i>ATSEM</i>	10 800 €

ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS - FONCTIONS	MONTANT MAXI
Groupe 1	<i>Responsable de service, coordination de projet et d'équipe</i>	11 340 €
Groupe 2	<i>Agent d'exécution, animation, surveillance,</i>	10 800 €

AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS - FONCTIONS	MONTANT MAXI

Groupe 1	Responsable de service, coordination de projet et d'équipe	11 340 €
Groupe 2	Adjoint à un responsable, Expertise métier -	10 800 €

ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS - FONCTIONS	MONTANT MAXI
Groupe 1	Responsable de service, coordination de projet et d'équipe	11 340 €
Groupe 2	Agent d'exécution, de production, d'entretien, d'animation, surveillance,	10 800 €

Pour l'ensemble de ces groupes, l'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

- Fonctions d'encadrement : management stratégique / opérationnel / de proximité, coordination, pilotage, arbitrage – nombre d'agents encadrés ;
- Compétences professionnelles, technicité, expertise, expérience et habilitations nécessaires à l'exercice des fonctions ;
- Valorisation du parcours professionnel ;
- Niveau de responsabilités ;
- Investissement professionnel et personnel ;
- Diversifications des compétences / polyvalence ;
- Spécialisation dans un domaine de compétence ;
- Efficacité dans l'emploi – réalisation des objectifs ;
- Sujétions particulières : missions complémentaires spécifiques, chargé de projet, polyvalence (travail en horaire décalés ou de nuit, travail isolé, etc.).

C.- Le réexamen du montant de l'I.F.S.E.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- pour les emplois fonctionnels, à l'issue de la première période de détachement.

D.- Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E.

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat, et par analogie, dans certaines situations de congés :

- En cas de congé de maladie ordinaire y compris accident de service, maladie

professionnelle, maladie d'origine professionnelle ou contractée ou aggravée en service, l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.

- Pendant les congés annuels, les autorisations d'absence régulièrement accordées et donnant lieu à maintien du traitement, et pendant les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée ou grave maladie, le versement de l'IFSE sera suspendu. Il reprendra au retour de l'agent.

E.- Périodicité de versement de l'I.F.S.E.

L'IFSE sera versée mensuellement.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

F.- Clause de revalorisation l'I.F.S.E.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

II.- Mise en place du complément indemnitaire annuel (C.I.A.)

Le complément indemnitaire annuel est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Le versement de ce complément est facultatif.

A.- Les bénéficiaires du C.I.A.

Après en avoir délibéré, décide d'instaurer dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, et par analogie, le complément indemnitaire annuel :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, en poste le mois de versement,
- aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel en poste le mois de versement (la collectivité peut prévoir des modalités particulières selon l'ancienneté de services, le type de contrat, etc.).
- Sont exclus les agents recrutés :
 - pour un acte déterminé (vacataires),
 - sur la base d'un contrat aidé (CAE, Emploi d'Avenir, etc.),
 - sur la base d'un contrat d'apprentissage,Sous condition d'être en poste le mois de versement.

B.- La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima du C.I.A.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat. L'autorité

territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d'évaluation définis par la délibération afférente à l'entretien professionnel. Ces montants ne sont pas reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre, et peuvent être compris entre 0 et 100 % du montant maximal.

Ce coefficient sera déterminé à partir des résultats de l'évaluation professionnelle selon les modalités suivantes :

- **Engagement professionnel et valeur professionnelle** : appréciation de la manière de servir, de l'investissement personnel dans l'exercice du service public, de la capacité à travailler en équipe, de la contribution au collectif de travail, la disponibilité, la prise d'initiative et de la loyauté de l'agent.

L'appréciation de la manière de servir se fondera sur l'entretien professionnel (résultats professionnels, compétences techniques, qualités relationnelles et capacité d'encadrement).

Dès lors, il pourra être tenu compte de la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Outils : compte rendu de l'entretien professionnel d'évaluation + avis argumenté de l'évaluateur (en termes d'avis favorable ou défavorable), puis propositions de la direction à travers l'harmonisation de grilles et enfin validation du maire.

- **Manière de servir** : un montant maximal annuel de 700€ pour un équivalent temps plein, sera versé en 2 fois soit 350€ brut en juin et 350€ brut en décembre et sera modulé en fonction des absences pour maladie.

Seront décomptés pour le calcul de la prime par période de référence,

- les congés de maladie ordinaire,
- les congés de longue maladie,
- les congés de maladie longue durée,
- les congés de grave maladie,
- les congés pour maladie professionnelle.

Outils : Etats desdits congés fournis par la DRH.

Le critère d'attribution sera le nombre de jours d'absence tels que défini ci-dessus, cumulé au cours des périodes de référence :

- pour le versement en juin de l'année N :
La période de référence est du 1^{er} décembre de l'année N-1 au 30 mai de l'année N ;
- pour le versement en décembre de l'année N :
La période de référence est du 1^{er} juin de l'année N au 30 novembre de l'année N.

Trois paliers de distribution sont retenus :

- de 0 à 3 jours inclus d'absence sur la période de référence : l'agent perçoit la totalité de la prime ;
 - de 3.5 à 6 jours inclus d'absence sur la période de référence : l'agent perçoit 50% de la prime ;
 - à partir de 6.5 jours d'absence sur la période de référence : l'agent ne perçoit pas la prime.
- **Attribution individuelle** : Le CIA est susceptible d'être attribué à titre individuel en cas d'accroissement exceptionnel et temporaire de la charge de travail notamment dans le cadre d'une participation importante et effective à l'exercice de missions ponctuelles pour répondre aux services de l'Etat (recensement, élections) ou par intérim d'une fonction de niveau supérieur.

- Catégorie A

ATTACHES TERRITORIAUX ET SECRETAIRES DE MAIRIE		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT MAXI
Groupe 1	Directeur général des services	4 500€

- Catégorie B

REDACTEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT MAXI
Groupe 1	Directeur général adjoint	2 380 €
Groupe 3	Gestionnaire des marchés publics	1995 €

- Catégorie C

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT MAXI
Groupe 1	Responsable de service, expert métier	1 260 €
Groupe 2	Agent d'accueil, agent d'exécution, gestionnaire administratif, finances, état civil, caisse des écoles, CCAS, instruction, médiathèque, urbanisme, etc.,	1200 €

AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT MAXI
Groupe 1	Responsables de service, coordination de projet et d'équipe	1 260 €
Groupe 2	ATSEM	1200 €

ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT MAXI
Groupe 1	Responsables de service, coordination de projet et d'équipe	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, animation, surveillance,	1 200 €

AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS - FONCTIONS	MONTANT MAXI
Groupe 1	Responsables de service, coordination de projet et d'équipe	1 260 €
Groupe 2	Adjoint à un responsable, Expertise métier	1 200 €

ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS - FONCTIONS	MONTANT MAXI
Groupe 1	Responsables de service, coordination de projet et d'équipe	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, de production, d'entretien, d'animation, surveillance,	1 200 €

C.- Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.A.

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés, et par analogie :

En dehors de la part forfaitaire liée à la manière de servir :

- En cas de congé de maladie ordinaire y compris accident de service, maladie professionnelle, maladie d'origine professionnelle ou contractée ou aggravée en service, le C.I.A.. suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels, les autorisations d'absence régulièrement accordées et donnant lieu à maintien du traitement, et pendant les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée ou grave maladie, le versement du C.I.A. sera suspendu. Il reprendra au retour de l'agent.

D.- Périodicité de versement du complément indemnitaire

Le complément indemnitaire fera l'objet d'un versement semestriel en juin et décembre, et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

E.- Clause de revalorisation du C.I.A.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l'Etat.

III.- Les règles de cumul

L'I.F.S.E. et le C.I.A sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- la prime de fonction et de résultats (PFR),

- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfetures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- la prime de fonction informatique.

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement, sous couvert de présentation d'un ordre de mission),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la garantie de pouvoir d'achat (GIPA),
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, indemnité horaire pour travail de nuit, jours fériés et dimanches, etc.),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel,
- la nouvelle bonification indiciaire.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

En application de l'article 88 alinéa 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, l'autorité territoriale peut maintenir, à titre individuel, le montant versé antérieurement au RISFEED.

Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} octobre 2017.

La ou les délibérations instaurant, antérieurement, un régime indemnitaire sont abrogées.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°9 : Convention avec la Cirquerie

Monsieur Le Maire propose de renouveler la convention signée avec La Cirquerie.

Après délibération, le conseil accepte de :

- renouveler la convention
- autoriser M le Maire à signer la convention

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 10 : Permission de voirie dodécagone pour SFR

Monsieur le Maire informe le conseil qu'en 2000 trois permissions de voirie portant les numéros 52/2000 – 53/2000 et 69/2000 avaient été signées avec l'entreprise ALCATEL pour occuper le domaine et réaliser des travaux sur ce dernier.

La société SFR souhaite uniformiser, en son nom, l'ensemble des autorisations délivrées précédemment.

Monsieur le Maire donne lecture de la nouvelle permission de voirie

Après délibération, le conseil :

- donne son accord sur les termes de la permission de voirie
- autorise Monsieur le maire à signer tous les documents afférents à ce dossier

Adopté à l'unanimité

Délibération n°11 : Subvention exceptionnelle

Monsieur le Maire propose que la commune de Dissay participe à l'effort de solidarité nationale pour les Antilles, victimes de l'ouragan IRMA, notamment les îles de Saint-Martin et Saint Barthélemy. Une subvention exceptionnelle pourrait être adressée à la Fondation de France qui recueille les dons.

Après délibération, le conseil décide d'accorder la somme de 3 500€ prise sur le versement de l'association Val Vert Services (voir délibération n°1).

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 12 : Recrutement agent contractuel pour accroissement d'activités.

Le Conseil Municipal ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 – 1° ;

Vu la délibération 23/18-09-2015 autorisant le recrutement d'un agent contractuel pour accroissement d'activité,

Considérant qu'il est parfois nécessaire de recruter des agents contractuels pour remplacer un agent absent ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

DECIDE

- D'autoriser Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels sur des emplois permanents existants et pourvus afin de remplacer un agent momentanément indisponible
- De prévoir à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

§ 4 – Informations et questions diverses

Monsieur Jean-Claude RICHARD trouve que certains autocollants de la signalisation municipale commencent à être usagés et qu'il conviendrait d'étudier leur remplacement. Monsieur le Maire lui répond que sa demande est légitime car la signalétique a déjà huit ans (2009). L'étude sera faite en commission.

Satisfaction pour la réfection de la route de Nouzière.

Madame Virginie DOMINOT informe le conseil que de nombreux riverains laissent leurs containers sur le trottoir entre deux collectes. Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE propose de coller une information sur les containers, comme cela avait été fait pour dissuader les véhicules de se stationner sur les trottoirs.

- **Instances communales**

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission

- **Instances communautaires**

Monsieur le Maire présente aux conseillers, les différents travaux effectués lors des réunions de la Communauté d'Agglomération de Grand Poitiers.

La séance est levée à 0 h 50

Horaires des prochains conseils :

- 20 octobre : 19 h
- 17 novembre : 19 h 30
- 15 décembre : 19 h

